

# Levrig Yes breizh

y

français

## Introduction

La France connaît actuellement une crise morale, sociale, politique nuisant à son fonctionnement, à sa cohésion et à la confiance que ses parties prenantes devraient avoir en elle.

Ses gouvernements passés et présents sont marqués par une culture de l'ultra-centralisme héritée des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Un conservatisme de droite et de gauche, parfois réactionnaire, existe dans la majorité des partis représentés à Paris, à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ce conservatisme étouffe tout nouveau souffle naissant des profondes évolutions sociales, culturelles, économiques, climatiques, politiques de nos sociétés.

Pourtant, les abstentions lors des consultations électoralles, les radicalités en tout genre, les révoltes populaires, comme les Bonnets rouges ou les Gilets jaunes, sont autant de signes d'un système à bout de souffle.

Par ailleurs, les crises internationales et financières, la gestion des budgets de l'État ou des retraites

donnent le sentiment d'un fonctionnement erratique et illisible. Ce fonctionnement est lié à une conception centralisatrice, méfiante et in fine dommageable à ce qui devrait plutôt fédérer, générer, réunir.

## Pourquoi ce livre ?

Ce petit livre pose des questions étayées par des faits, mais il propose également des solutions.

Faut-il continuer à être absorbés par un système français réactionnaire et en déclin, ou affirmer la Bretagne comme un projet positif, ambitieux, ayant du sens pour les générations actuelles et (surtout) celles à venir ?

Toutes les questions abordées ici sont bien connues des partisans de la décentralisation, de l'autonomie ou de l'indépendance, mais Yes Breizh souhaite sortir des réflexes pour engager des réflexions auprès des sceptiques, comme auprès de ceux qui sont ouverts d'esprit, mais hésitants.

Ce petit livre aborde donc ces questions comme des invitations à un débat rationnel et responsable.

Par ailleurs, ne vous étonnez pas d'y noter des redondances. Elles sont autant de démonstrations de sujets étroitement liés les uns aux autres.

Nous espérons que cet ouvrage contribuera à donner aux lecteurs les connaissances nécessaires pour remettre en question les arguments faibles et peu inspirants des défenseurs du statu quo ou des radicalités.

Nous espérons aussi qu'il permettra de nous redonner la confiance nécessaire pour construire une Bretagne ouverte, dynamique et fière pour dessiner un futur concret et inscrit dans un calendrier.

Ce petit livre sera régulièrement réédité et enrichi de données que Yes Breizh récoltera par ses travaux.

## La démarche suivie par Yes Breizh

Dans les pages qui suivent, Yes Breizh explore donc des questions clés sur ce que peut être la Bretagne, demain.

Nous nous sommes inspirés de ce qui existe déjà dans d'autres pays proches, comme l'Écosse, le Pays de Galles, la Catalogne, mais aussi le Danemark, les Pays baltes, etc.

**Sur un plan méthodologique, nous sommes reconnaissants au mouvement gallois Yes Cymru de nous avoir permis de nous inspirer de leur approche.**

Notre démarche est donc de développer des débuts de réponses aux questions suivantes : comment une petite nation comme la Bretagne peut-elle réussir dans le monde d'aujourd'hui ? De quelles ressources disposons-nous ? Comment une décentralisation forte de pouvoirs à la Bretagne pourrait-elle remodeler notre économie et notre société ? Quelle serait notre place dans la communauté française et internationale ?

## **La Bretagne aujourd'hui**

Longtemps considérée comme réfractaire, attardée ou comme une source de main-d'œuvre et de soldats disciplinée et fiable, la Bretagne a émergé dans les années 1960 sur le plan économique.

Grâce au CELIB, à certains lobbies bretons, la Bretagne a développé, entre autres, un secteur agroalimentaire performant (en tout cas vu de l'époque), une industrie dans les télécommunications tout en s'appuyant sur son économie de la mer.

Parallèlement, un renouveau culturel fort a développé une fierté d'appartenance à la Bretagne.

Mais l'émigration des forces vives bretonnes a continué. Le sentiment diffus d'un "on pourrait faire mieux" existe dans une Bretagne ne bénéficiant pas de véritable offre politique au sens complet et noble du terme. Certes, il existe des partis bretons, mais, malgré leur bonne volonté, ils n'ont jamais réussi à exercer le pouvoir de façon déterminante en Bretagne ou à envoyer de députés ou de sénateurs à Paris<sup>1</sup>.

Il faut avancer.

---

<sup>1</sup> Si Paul Molac est un député portant haut notre voix, il est une individualité, un cas particulier. Il n'est issu d'aucun parti breton constitué.

## Les bases de notre identité

La Bretagne n'est pas un État, mais chacun reconnaîtra qu'elle reste dans sa définition une nation<sup>2</sup>.

Un patriotisme breton est profondément ancré en nous. Nous le constatons à chaque événement sportif ou culturel. Ce patriotisme ou fierté bretonne est passionné, diversifié et inclusif.

Mais l'identité bretonne ne se limite pas aux jours de manifestation culturelle, sportive ou festive ; elle fait partie de notre quotidien, au sein de nos communautés, de nos lieux de travail et de nos familles<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Le dictionnaire de l'Académie française définit pour 'nation' : Communauté dont les membres sont unis par le sentiment d'une même origine, d'une même appartenance, d'une même destinée. Le Larousse pour 'nation' : Ensemble des êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique. Le Petit Robert pour 'nation' : Groupe humain assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre en commun. Collins English Dictionary pour 'nation' : of persons not a state but by common, language, history, etc. i.e the French-Canadian nation.

<sup>3</sup> 2014 <https://bcd.bzh/DOC/DIGEST-sondage.pdf>  
2024 <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2024/09/COMMUNIQUE-DE-PRESSE-Quest-ce-qui-fait-le-bonheur-de-vivre-et-travailler-en-Bretagne.pdf>  
<https://hal.science/hal-03713437/document>

Nous savons aussi que la fierté d'être bretonne ou breton ne signifie pas toujours soutenir l'autonomie ou l'indépendance. Cette brochure ne s'adresse donc pas seulement aux militants engagés, mais aussi à ceux qui sont indécis. Ceux dont le cœur est peut-être convaincu, mais pas encore la raison.

## L'identité bretonne

Yes Breizh croit en une identité inclusive et forte.

### Qu'est-ce que cela signifie ?

Yes Breizh considère que toute personne s'installant en Bretagne – quels que soient son âge, son handicap, son genre, son état civil, son origine ethnique, sa religion, etc. – est un citoyen à part entière de Bretagne du moment qu'elle le revendique et partage ses valeurs.

Ceci implique également des droits (aide au logement, par exemple) et des devoirs quant à la défense de la Bretagne pour l'ensemble des questions touchant à son avenir.

## Dévolution, autonomie indépendance, de quoi parlons-nous ?

À travers ces différents termes, nous parlons d'un processus politique dans lequel la Bretagne se gouvernera par elle-même. Ce processus, nous le nommons dévolution, en nous inspirant des lois de « Devolution of power » de 1997 au Royaume-Uni.

Ces lois ont permis à l'Écosse ou au Pays de Galles d'obtenir de larges compétences dans des domaines comme la santé, l'économie, l'environnement, l'agriculture, la pêche, le logement, etc. Elles accordent à ces pays une véritable reconnaissance nationale, un parlement et un gouvernement qui leur sont propres, tout en restant au sein du Royaume-Uni.

Concrètement, ce modèle appliqué à la Bretagne peut être qualifié d'autonomie. Une Bretagne autonome posséderait donc ses propres institutions, collecterait l'impôt, voterait ses lois, tout en restant au sein de la République française.

Dans le cas d'une autonomie, la Bretagne déciderait sur l'ensemble des sujets qui la concernent, à l'exception de ce que l'on nomme les fonctions régा-

liennes, c'est-à-dire la police, la justice, la diplomatie et l'armée, qui resteraient des compétences de l'État central.

L'indépendance peut être l'étape finale de ce processus, si le peuple breton le souhaite. Dans le cas d'une indépendance, la Bretagne serait alors un État souverain comme n'importe quel autre État dans le monde.

## La dévolution

Yes Breizh propose donc un nouveau mot pour rassembler toutes les sensibilités, toutes les Bretonnes et tous les Bretons qui souhaitent voir la Bretagne décider par elle-même.

### Que porte ce mot ?

L'idée de dévolution porte un projet politique pour la Bretagne, où le peuple breton fixera lui-même les formes et les limites de ce processus.

Il n'a pas pour but d'opposer ou d'avoir à choisir entre autonomie ou indépendance, mais de rassembler toutes celles et tous ceux qui croient en une Bretagne maître de son destin.

## L'impasse de la centralisation française, un constat largement partagé

De plus en plus de personnes prennent conscience des injustices profondes de la situation actuelle. On le voit à propos des milliards d'euros dilapidés par l'État pour des projets pas toujours approuvés démocratiquement. On le voit aussi avec la part disproportionnée représentée par Paris et la région parisienne dans l'octroi des budgets culturels, ou encore la façon dont l'État contrôle certaines de nos ressources naturelles les plus précieuses.

La dévolution de pouvoirs à la Bretagne est une nécessité et pour la Bretagne et pour l'État central. Ce dernier a déjà largement à faire en ce qui concerne la sécurité extérieure et la gestion de la dette publique.

Face à l'évolution rapide du paysage politique, nous nous demandons comment la question de la dévolution de pouvoirs à la Bretagne peut devenir une question structurante et d'actualité permanente.

## Pourquoi la dévolution ?

Pourquoi la dévolution ? Notre objectif est que ce petit ouvrage soit clair et factuel. Il doit vous donner les informations nécessaires pour envisager avec plus de confiance pourquoi cette dévolution de pouvoirs est indispensable et également d'avoir les éléments pour en débattre autour de vous.

Nous nous devons d'être pragmatiques, identifier les questions qui touchent au quotidien des Bretonnes et des Bretons, puis réunir les éléments d'analyse nécessaires avant d'apporter des réponses.

Nous pensons qu'il est temps d'ouvrir un débat sérieux sur notre société et ses défis, tout en engageant une réflexion sur la place de la Bretagne en Europe et dans le monde.

## Pourquoi ?

## Pourquoi pas ?

Certains diront que la Bretagne est trop petite pour bénéficier d'une dévolution de pouvoirs et aller vers

une plus grande maîtrise de son présent et de son avenir.

Pourtant, certains des pays les plus prospères, les plus égalitaires et les plus heureux du monde sont petits. Qu'est-ce qui différencie les Bretons des Slovaques, des Danois ou des Irlandais ?

Nous avons en Bretagne de nombreux atouts. Pourtant, la Bretagne connaît un grand nombre de problèmes à résoudre (nous les listerons plus loin). Ne serait-il pas plus facile de les résoudre si nous pouvions trouver des solutions en Bretagne pour les Bretonnes et les Bretons plutôt que de les attendre d'un pouvoir central aujourd'hui paralysé ?

En outre, Paris considère actuellement la Bretagne comme une région de second plan en France et prend des décisions qui ne tiennent pas compte des besoins de la Bretagne, mais qui, comme nous le verrons plus loin, répondent plutôt aux priorités des autres régions.

## La Bretagne est différente

On pourrait se demander : « La Bretagne ? Ne fait-elle pas partie de la France ? En quoi est-elle diffé-

rente ? ». Certes, la Bretagne possède plusieurs points communs avec d'autres régions françaises, voire européennes, mais elle présente également des enjeux, des contextes, des valeurs, une culture, une histoire et une langue qui lui sont propres. Il faut rappeler que la Bretagne a été un État indépendant pendant plusieurs siècles et ensuite a bénéficié d'une très large autonomie jusqu'à la Révolution française.

Bien entendu, certains parmi vous peuvent penser qu'une dévolution de pouvoirs pour maîtriser nos enjeux et notre destin cache une volonté de séparatisme.

Nous le comprenons, mais la question de la dévolution est simplement de reconnaître notre identité unique, de progresser ensemble et de garantir notre place en tant que membre à part entière d'une communauté de nations, si possible en France, sinon en Europe.

## Obtenir le gouvernement pour lequel vous votez

Les députés bretons ne représentent que 37 députés sur 577, soit 6.4% de l'Assemblée nationale quand sa population représente 7.4 % de la population française<sup>4</sup>.

Sur le plan de la représentation politique, la Bretagne se distingue systématiquement de la France par une résilience de la gauche parlementaire et par une résistance à l'implantation du Rassemblement national, et ceci, même dans des élections où ce dernier progresse fortement au niveau hexagonal (2022, 2024). La droite présidentielle (LR ou LREM/Ensemble) y performe souvent moins bien qu'ailleurs, et les régionalistes y ont parfois un poids significatif (notamment en 2022).

C'est ainsi que, suite aux dernières législatives, l'Assemblée nationale française est composée de :

- 33 % de députés « Ensemble »
- 28 % de députés NFP
- 25 % de députés RN
- 14 % de députés « Divers »

Quand, pour la Bretagne, la répartition de ses députés est :

- 41 % de députés « Ensemble »
- 24 % de députés NFP
- 0 % de députés RN
- 35 % de députés « Divers »

On le voit, quel que soit le vote de la Bretagne aux élections générales, et tout particulièrement aux dernières élections, nous obtenons les conséquences souvent dommageables du résultat d'élections ne nous correspondant pas (1/4 des députés français est RN pour 0 en Bretagne).

La Bretagne subit ainsi des conséquences regrettables lorsque des alliances politiques opportu-

---

<sup>4</sup> Il est remarquable de constater qu'en Bretagne, un député est élu par 100 000 électeurs quand en région parisienne, il en faut 75 000...  
<https://www.nhu.bzh/la-bretagne-sous-representee/>

nistes entraînent des décisions qui ne sont pas dans son intérêt.

Certes, il pourra nous être rétorqué que nous avons un « conseil régional » à Rennes pour traiter de nos affaires. Mais chacun sait que le conseil régional est doté de pouvoirs et de budgets très limités. Par ailleurs, ce conseil ne peut interagir aisément avec la partie manquante de la Bretagne, Nantes et la Loire-Atlantique, régie par les Pays de la Loire<sup>5</sup>.

Finalement, Yes Breizh considère que le système politique centralisé qui est imposé à la Bretagne n'est pas démocratique.

## Un début de diagnostic

Quelques éléments chiffrés pour commencer :

En 2024, les dépenses de l'État français avoisinaient 443.4 milliards d'euros en créant in fine un déficit de

---

<sup>5</sup> Le Loire Atlantique a été détachée de la Bretagne par le régime collaborationniste de Vichy pour éviter une Bretagne trop forte dans une France en grave crise existentielle. Mais, la Loire Atlantique, « étrangement », n'a jamais été réintégrée à la Bretagne depuis...

5.8 % du PIB (produit intérieur brut), soit 168.6 milliards d'euros.<sup>6</sup>

Le budget de la Région Bretagne (4 départements sur 5) s'élève lui à 1.9 milliard d'euros, soit 0.4 % du budget de l'État.

Il est clair que la Région Bretagne n'a pas les moyens d'exercer véritablement une politique pour la Bretagne. Sans moyens, comment satisfaire nos besoins ?

Ce constat est d'autant plus évident quand on compare le budget de la Région Bretagne à celui d'autres régions, comme la Bavière ou la Catalogne qui, respectivement, ont un budget 25 fois et 11 fois plus important que celui de la région Bretagne<sup>7</sup>.

Nous reviendrons sur ces points dans la suite du document, mais, on le voit, le Conseil régional de Bretagne n'a pas la capacité d'agir par manque de pouvoirs et de budgets dévolus.

---

<sup>6</sup> Budget Gouvernemental Insee

<sup>7</sup> <https://www.nhu.bzh/budgets-regionaux-europeens-indigence-region-bretagne-administrative/>

Qui plus est, le financement du Conseil régional de Bretagne est déterminé par Paris en fonction de sa vision des besoins et des priorités, priorités souvent centrées sur la région parisienne et sur quelques régions dites avancées. Tout ceci est malheureusement cohérent avec une décentralisation menée par Paris non pas comme une volonté honnête de transférer des pouvoirs, mais seulement comme le transfert de charges de missions sous-financées.

### L'exécutif régional et le Conseil régional

Bien que des avancées – bien timides – aient été réalisées par la décentralisation, un véritable changement ne peut se produire que si une Assemblée de Bretagne (à 5 départements) et un exécutif breton en découlant contrôlent pleinement les domaines socio-économiques et politiques de la Bretagne. Ils doivent aussi assurer une représentation de poids à Paris au Palais Bourbon et au Palais du Luxembourg.

Par exemple, comment intégrer correctement la santé et les services sociaux par rapport aux besoins des Bretonnes et des Bretons lorsque les dépenses sociales et la fiscalité restent sous le contrôle peu transparent de Paris ? Un exécutif breton et une

Assemblée bretonne – et pas seulement une administration faiblement décentralisée – pourraient être bien plus efficaces et ambitieux.

La dévolution donnerait à la Bretagne la possibilité de construire son économie et sa société, tout en garantissant que nos responsables politiques sont pleinement responsables devant nous.

Les Bretons et les Bretonnes n'ont pas jusqu'ici la possibilité d'influer sur les politiques pour régler les difficultés et défis qu'ils vivent au quotidien. Ce n'est pas irréversible.

### **Pensez « opportunités » au lieu de « risques »**

Nombreux sont ceux qui disent qu'avoir plus de pouvoirs dévolus à la Bretagne pour une meilleure maîtrise de sa situation actuelle et de son destin est une bonne idée, mais que la Bretagne ne pourrait jamais se le permettre.

## Mais, en fait, pourquoi ne pas nous le permettre ?

Quels seraient les risques ? Avons-nous, en nous, des peurs irrationnelles d'une population rendue infantile ?

Yes Breizh pense que nous devons et pouvons faire naître une confiance en un avenir. Un avenir que nous, Bretonnes et Bretons, de Bretagne et d'ailleurs, avons la responsabilité de préparer pour aujourd'hui, mais également pour les générations futures.

Nous pouvons tous ensemble avoir de nouveau la foi et l'envie de faire de la Bretagne un pays positif, entreprenant et audacieux.

Yes Breizh constate que de plus en plus de Bretonnes et de Bretons en prennent lentement conscience : c'est stimulant.

Oui, la Bretagne est riche en ressources et pourrait montrer la voie dans la lutte contre le changement climatique. Pourtant, nous ne pouvons pas pleinement profiter d'actifs, comme, entre autres sujets, l'énergie éolienne offshore, car ils sont contrôlés par Paris.

Par ailleurs, les actions menées par la France pour attirer des investissements étrangers oublient quasiment systématiquement la Bretagne<sup>8</sup>. Les sommets Choose France organisés chaque année depuis huit années sous les dorures du château de Versailles sont sans réel impact pour la Bretagne. En revanche, elle permet à des investisseurs étrangers de « mettre la main » (l'expression est de la presse régionale) sur des entreprises bretonnes, comme la société de chimie BCF Life Sciences ou des sociétés du numérique rachetées par des Américains comme Klaxoon ou Secure- IC.

Pour ajouter des éléments à ce tableau, qui sait, parmi les Bretonnes et les Bretons, que la Bretagne se classe à l'avant-dernière place en France en ce qui concerne les investissements étrangers, avec seulement 3 % des projets et des créations d'emplois. Par contre, la région parisienne bénéficie quant à elle de 25 % de ces investissements, tandis que les quatre régions traditionnellement favorisées par Paris pour des raisons économiques, mais aussi politiciennes (Hauts-de-France, Auvergne-Rhône-

---

<sup>8</sup> <https://www.letelegramme.fr/economie/investissements-etrangers-la-bretagne-fait-quasi-chou-blanc-au-sommet-choose-france-6820784.php>

Alpes, Grand Est et PACA) en bénéficiant à hauteur de 40 %.<sup>9</sup>

Une dévolution de pouvoirs permettrait à la Bretagne de rebâtir une économie façonnée par les priorités bretonnes, et non françaises éminemment centralisatrices.

Si l'on doute de notre capacité à s'inscrire sur (mettre dans) le paysage économique, comment expliquer que des pays comme l'Irlande, la Suisse, la Belgique, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, la Lettonie n'ayant a priori pas plus d'atouts économiques que la Bretagne aient développé leurs économies, leurs entreprises, leurs innovations jusqu'à avoir des « licornes », c'est-à-dire de start-ups valant plus d'un milliard de dollars ?<sup>10</sup>.

La Bretagne n'en a aucune.

## Économie et réduction des inégalités et de la pauvreté

Yes Breizh pense qu'une dévolution de pouvoirs nous permettrait également de bâtir une société plus juste en remédiant aux injustices subies par les personnes d'origine étrangère, les communautés LGBTQIA+, les personnes handicapées et les 11.2 % de familles bretonnes vivant dans la pauvreté. Même si une grande partie des Bretonnes et Bretons pensent être « favorisés », par manque d'information, Yes Breizh rappelle que les statistiques de l'INSEE identifient pour la fin 2023 près de 60 000 foyers bretons recevant le RSA, dont près du tiers composé de familles monoparentales<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> <https://www.ey.com/content/dam/ey-unified-site/ey-com/fr-fr/campaigns/foreign-direct-investment-surveys/documents/ey-barometre-ey-attractivite-france-2025.pdf>

<sup>10</sup> <https://data.ladn.eu/archives/dans-quels-pays-plus-licornes-startup/>

---

<sup>11</sup> [bretagne.dreets.gouv.fr/15Insee+15Insee+15InseeBREIZH-INFO+3Région Bretagne+3Insee+3](https://bretagne.dreets.gouv.fr/15Insee+15Insee+15InseeBREIZH-INFO+3Région-Bretagne+3Insee+3)

En outre, qui n'a pas rencontré ou côtoyé des Bretons ou des Bretonnes vivant dans des conditions précaires, voire dégradantes ?<sup>12 13 14 15</sup>

## Un nouveau départ

Quel que soit le pouvoir en place à Paris, la Bretagne continue de prendre du retard. Notre économie est globalement défaillante (nous y reviendrons), notre système éducatif est en difficulté (malgré des résultats honorables), nos infrastructures routières sont dépassées et les résidences deviennent secondaires ou sont transformées en logements AirBnB.

Par manque de vision économique globale et de prises de décisions politiques nobles, nos fragilités

s'accentuent, au point d'éloigner les Bretons de leurs lieux de travail.

Sans volonté de « noircir le tableau », beaucoup trop de jeunes Bretonnes et Bretons sont confrontés à un avenir sans réel espoir ni ambition, même si leur environnement (paysages, côte, mer) est beau.

Notre retour d'expérience nous met face à cette fatalité : nous ne pouvons plus compter sur l'État central pour résoudre nos problèmes.

On le sait, que ce soit pour la Bretagne, la Corse, la Nouvelle-Calédonie, etc. Paris ne « bouge » que si l'État central est mis sous pression.

Il est donc temps que la Bretagne prenne les choses en main et construise un avenir meilleur ; et c'est à nous, pour et au nom des générations présentes et futures, d'écrire le prochain chapitre de l'histoire bretonne : celui de faire en sorte d'obtenir d'ici 2032 une dévolution des pouvoirs de l'État central.

---

<sup>12</sup> <https://www.letelegramme.fr/ille-et-vilaine/rennes-35000/on-vit-avec-la-faim-il-raconte-son-quotidien-avec-615-euros-par-mois-dans-le-quartier-le-plus-pauvre-de-rennes-6716075.php>

<sup>13</sup> <https://www.letelegramme.fr/morbihan/lorient-56100/pauvreté-a-lorient-il-y-a-de-plus-en-plus-de-travailleurs-pauvres-6716846.php>

<sup>14</sup> <https://www.letelegramme.fr/cotes-d-armor/guingamp-22200/guingamp-ville-la-plus-pauvre-de-bretagne-ca-ne-doit-pas-etre-une-fatalite-6715640.php>

<sup>15</sup> <https://www.letelegramme.fr/cotes-d-armor/guingamp-22200/guingamp-ville-la-plus-pauvre-de-bretagne-ca-ne-doit-pas-etre-une-fatalite-6715640.php>

## Pourquoi la Bretagne n'est-elle pas déjà réellement « autonome » ?

Pourquoi la Bretagne n'est-elle pas largement autonome à l'instar du Pays de Galles ou de l'Écosse ?

Il n'existe pas de réponse unique à cette question : l'histoire, la politique et l'économie jouent toutes un rôle.

Pendant des siècles, la Bretagne a été un État indépendant avec ses propres lois et dirigeants, mais les divisions internes et les pressions extérieures ont rendu son indépendance, puis son autonomie difficile à maintenir. Contrairement à l'Écosse, par exemple, qui a conservé son système juridique et certains systèmes politiques après l'Acte d'Union de 1707, la Bretagne a été progressivement absorbée par la France. Comme pour l'Écosse dans un premier temps, les édits de 1532 mettent fin à l'indépendance, tout en préservant une autonomie stipulant que la France s'engageait à ne pas lever d'impôt en Bretagne sans le consentement de son Parlement, à maintenir les institutions bretonnes, comme le Parlement, la Chancellerie, la Chambre des

comptes, à reconnaître le droit des Bretons à être jugés en Bretagne et à conserver de manière générale tous les autres priviléges, dont « les États ont chartres anciennes et jouissance mémorable jusques à présent »<sup>16</sup>.

Ces droits ont constitué l'enjeu des débats entre la Bretagne et la France jusqu'à leur suppression dans la nuit du 4 août 1789, décidant de l'abolition des « priviléges » et du « sacrifice » des autonomies, comme celle de la Bretagne au nom de « l'union intime de toutes les parties de l'empire »<sup>17</sup>. Ainsi, on a pu confirmer illégalement l'annexion de la Bretagne par la proclamation unilatérale de la République française, une entité censée être « une » et « indivisible ». Cela a entraîné l'imposition du droit

---

<sup>16</sup> Archives départementales de Loire-Atlantique. Dominique Le Page « l'Edit d'union du Plessis-Macé » - novembre 2016 et <http://bcd.bzh/becedia/fr/ledit-du-plessis-mace>.

<sup>17</sup> « Une constitution nationale et la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les priviléges dont quelques-unes jouissaient, et dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire, il est déclaré que tous les priviléges particuliers de provinces, principautés, pays, cantons, villes et communautés d'habitants, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, soient abolis sans retour, et demeureront confondus dans le droit commun de tous les Français. »

et de l'administration français, la dissolution de notre Parlement, et, par conséquent, l'effacement de la Bretagne en tant qu'entité politique, économique et juridique distincte.

#### Pourtant, l'identité et la culture bretonnes ont survécu.

La langue, la littérature et les institutions bretonnes (tant qu'elles ont pu exister) ont perpétué l'idée de la Bretagne.

Mais c'est surtout la force et la résilience de son peuple qui ont assuré la survie de notre nation.

### **La Bretagne a de nombreux atouts**

Comme mentionné plus haut, au fil du temps, si une décentralisation très partielle a été concédée par la France, la Bretagne manque de contrôle et de moyens d'action sur la majeure partie des domaines relevant naturellement de son droit. Cette situation est particulièrement dérangeante et vectrice de perte de compétitivité quand on la compare à d'autres nations non indépendantes actuellement.

Un facteur clef, pas souvent abordé, est celui de la dépendance économique. La Bretagne est complètement intégrée à l'économie française, mais les décisions majeures en matière d'infrastructures, d'investissement et d'industrie ont toujours privilégié d'autres « régions », notamment la région parisienne et le sud-est de la France. Cela a conduit à un sous-développement économique et à l'impression que la Bretagne est trop petite ou trop pauvre pour avoir les moyens de son développement.

Or, cette dépendance est la conséquence de décisions prises loin de Bretagne, et non du reflet des nombreux atouts dont dispose notre pays.

### **Les doutes...**

Yes Breizh a conscience que beaucoup de Bretonnes et de Bretons n'imaginent pas que cette dépendance est dommageable à leur niveau de vie, à leur pouvoir d'achat, à leur protection sociale, à l'avenir de leurs enfants, etc.

Ils peuvent également penser : « Pourquoi la décentralisation actuelle ne suffit-elle pas et quelle diffé-

rence une dévolution de pouvoirs à la Bretagne par l'État central apporterait-elle ? ».

Depuis la loi du 2 mars 1982, les « régions » en France et donc la Bretagne ont la responsabilité partielle (et théorique !) des transports (gestion des ports et des aéroports, des TER, des gares publiques routières...), des lycées (construction, entretien et fonctionnement...), de la formation professionnelle, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, du développement économique.

Mais ces domaines de compétence restent donc théoriques. D'une part à cause du non-transfert à la région des budgets nécessaires, ceci ne permettant pas à la Bretagne de développer de réelles politiques. D'autre part, parce que l'organisation administrative française et son « mille-feuille » crée une déperdition de moyens et donc d'efficacité. Ceci a été souligné dans une publication de Michel Degoffe sur le site du Conseil constitutionnel.<sup>18</sup>

Si l'on compare la situation de la Bretagne avec celle de nos cousins gallois ou écossais, on constate que plusieurs domaines devraient être inclus dans une dévolution des pouvoirs : la santé et l'action sociale, l'ensemble des secteurs de l'éducation et de la formation, l'administration locale et le logement, la justice et le maintien de l'ordre, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, l'environnement, le tourisme, le sport et la culture (dont les langues), le développement économique et les transports (dont l'infrastructure), la fiscalité (y compris le pouvoir de fixer les taux et les tranches de revenus du travail), l'affectation de la TVA, la dévolution de la taxe sur les passagers aériens, la destination des amendes, confiscations et pénalités forfaitaires, et, finalement, la dévolution de vastes compétences en matière de protection sociale<sup>19</sup>.

En bref, on constate que le Royaume-Uni fonctionne avec une Écosse et un Pays de Galles qui possèdent réellement des pouvoirs délégués par Londres, sans que le Royaume ne soit confronté à des crises politiques ou à des dysfonctionnements.

---

<sup>18</sup> Michel DEGOFFE Professeur de droit public à l'Université Paris Cité - <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/1982-2022-quarante-ans-de-decentralisation-en-france>

---

<sup>19</sup> <https://www.gov.uk/guidance/devolution-of-powers-to-scotland-wales-and-northern-ireland>

En revanche, la France, qui est centralisée, en connaît de nombreuses.

Ainsi, au risque de nous répéter, Yes Breizh affirme que plusieurs dizaines de domaines touchant directement la vie quotidienne des Bretonnes et des Bretons ne sont ni définis, ni pilotés, ni gérés par une représentation démocratique bretonne. Par ailleurs, le mille-feuille français entraîne une perte d'efficacité en Bretagne, lorsque les régions, départements, communes, communautés de communes, « pays », métropoles et préfets de régions administrent chacun leurs propres actions. Cerise(s) sur le mille-feuille, il faut ajouter les différentes agences nationales (comme l'ADEME par exemple) ou locales ayant des domaines de compétences à fortes redondances avec les structures départementales, municipales, régionales, le tout sans réelle coordination ou synergies.

De manière générale, l'État central a mis en place de multiples intermédiaires<sup>20</sup> . Le système français est

internationalement reconnu pour son talent technocratique et bureaucratique. Chacun s'accorde pour admettre que, dans le désordre que représente cette jungle, il est difficile de savoir qui prend les décisions. En effet, l'organisation (ou la désorganisation) du système rend le tout confus, voire incompréhensible, et donc antidémocratique, puisque financé par nos impôts.

**La dévolution de pouvoirs et une nouvelle organisation en Bretagne pour les Bretonnes et les Bretons apparaissent indispensables.**

## **Les freins à une plus grande décentralisation, à la dévolution de pouvoirs**

Nombre de nos représentants et de personnes influentes estiment qu'une décentralisation plus poussée, voire une autonomie, est souhaitable. Mais, concrètement, rien n'est vraiment engagé au-delà de vagues déclarations d'intention, sans lendemain donc.

Revenons sur nombreux sujets importants.

---

<sup>20</sup> Comme souligné par un récent rapport du Sénat : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/structures-temporaires/commissions-denquête/commission-denquête-sur-les-missions-des-agences-opérateurs-et-organismes-consultatifs-de-l'état.html>

→ Nous devons traiter de la vétusté du réseau ferroviaire, de l'organisation à revoir pour faciliter les transports ferroviaires entre nos villes principales, du réseau routier saturé. Nous finançons des TGV (roulant en Bretagne à la vitesse des TER) et des lignes à grande vitesse (LGV) dont nous ne profitons pas.

→ La production d'énergie pilotée à Paris, puisque, depuis Plogoff, le gouvernement français ne fait aucune confiance à la Bretagne. À noter sur ce sujet que l'État central contrôle directement certaines des parties les plus précieuses de nos côtes et qu'aucun projet énergétique d'importance en Bretagne ne peut exister sans l'approbation directe ou indirecte de l'État central.

La radiodiffusion est également contrôlée par l'État central. Aucune chaîne nationale bretonne n'existe au contraire, par exemple de l'Écosse, qui bénéficie depuis 2019 de sa propre chaîne : BBC Scotland. Ce sont les députés français, à Paris, qui décident in fine du temps d'antenne octroyé aux Bretonnes et Bretons par ce qui est appelé « des décrochages » uniquement sur France 3 et le réseau des 'ICI'...

## Une prise de conscience nécessaire

Comment, nous, électrices et électeurs bretons ordinaires, pouvons-nous comprendre qui est responsable ?

Comment pouvons-nous exiger des comptes des dirigeants politiques qui, eux-mêmes, ne comprennent pas toujours le fonctionnement de cette organisation et admettent parfois, sincèrement, leur impuissance ?

Par ailleurs, l'organisation de la France reste singulièrement celle d'un autre siècle. L'État central à Paris détient le pouvoir ultime sur la Bretagne et l'exerce chaque jour via ses représentants, comme les préfets, héritiers des gouverneurs de province de la monarchie. Ces préfets, nommés par Paris et non élus, ont, entre autres, autorité sur la majeure partie des pouvoirs dans un département ou une région, ils vont jusqu'à se substituer aux maires en cas de vacance de poste sans consultation du département ni du conseil régional !

## Et nos élus ?

Malgré les bonnes intentions manifestées parfois par les partis en Bretagne, ou par nos élus, pour une plus large autonomie dans les décisions et l'action, force est de constater qu'il n'y a pour ainsi dire aucun résultat. Nos députés bretons, à part Paul Molac, ne défendent que rarement de manière transpartisane les intérêts de la Bretagne.

Mais nos élus sont nos élus.

C'est à nous de les mandater et de faire remonter nos souhaits à intégrer dans leurs engagements.

Yes Breizh croit dans un système démocratique, exigeant, sans adopter vis-à-vis de nos élus des attitudes de consommateur.

## We have a dream...

Yes Breizh estime, dans un premier temps, que nous pouvons contribuer à donner à la Bretagne la chance de contribuer à la construction d'une démocratie claire, transparente et responsable.

Yes Breizh pense que nous pouvons, en identifiant ce qui nous réunit plutôt que ce qui nous divise, avancer pour commencer à prendre en main notre avenir.

Yes Breizh a la conviction que la Bretagne a de nombreux atouts pour dynamiser son économie, gérer intelligemment les revenus venant de l'impôt et, à terme, améliorer la qualité de vie des Bretonnes et des Bretons.

Actuellement, l'État central nous entraîne vers le choix habituel en France entre la réduction des dépenses et l'augmentation des impôts.

Yes Breizh estime qu'une dévolution de pouvoirs permettra à la Bretagne de libérer tout son potentiel en créant une économie plus dynamique, diversifiée et adaptable, et donc mieux préparée aux défis à venir.

## Trop petite ? Trop pauvre ?

Comme déjà souligné, un argument courant bloquant souvent toute réflexion rationnelle est : « la Bretagne est trop petite et trop pauvre ».

## Trop petite ?

La Bretagne (5 départements) compte près de 5 millions (4 987 000) habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2025<sup>21</sup>.

Le Pays de Galles compte, lui, 3,2 millions d'habitants, l'Écosse, 5,57 millions.

En Europe, près d'une vingtaine de nations sont indépendantes tout en ayant des populations équivalentes et souvent moindres.

Voici quelques exemples :

- Danemark : 5,9 millions
- Finlande : 5,6 millions
- Slovaquie : 5,4 millions
- Irlande : 5,3 millions
- Croatie : 3,8 millions
- Lituanie : 2,7 millions
- Slovénie : 2,1 millions
- Lettonie : 1,8 million
- Estonie : 1,3 million

---

<sup>21</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8379557>

→ Et Chypre, Luxembourg, Malte, Islande, etc.

Ce que ces nations partagent – avec parfois des nations autonomes, bien que non souveraines – n'est pas leur taille ni les compétences et les talents de leur population, mais le fait qu'elles ont un contrôle total ou étendu, notamment sur leur économie.

## Trop pauvre ?<sup>22</sup>

Le Danemark, qui est assez comparable à la Bretagne et en population et en superficie, affiche un PIB de 337 milliards d'euros, soit 75 % de fois plus que le produit intérieur brut de la Bretagne, qui s'établissait à 191 milliards d'euros en 2024.

Étonnant quand même qu'un pays européen assez similaire à la Bretagne à bien des égards, affiche une telle différence de PIB<sup>23</sup> !

---

<sup>22</sup> <https://www.nhu.bzh/pib-produit-interieur-brut-de-la-bretagne/>  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=DEP>  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4480852>

Conclusion : quoique très certainement supérieur au PIB/habitant de la région administrative établi à 30258 €uros, nous retenons ce chiffre pour le calcul du PIB global de Loire Atlantique.

1 429 272 habitants x 30 258 €uros = 43,2 milliards €uros

<sup>23</sup> Produit Intérieur Brut

Juste au niveau de la Bretagne, nous trouvons la Grèce avec 181 milliards d'euros de PIB, puis l'Ukraine à 169 milliards d'euros et la Hongrie avec 153 milliards d'euros. L'Écosse affiche elle un PIB de 280 milliards d'euros en 2022 pour une population de 5.5 millions d'habitants, soit un PIB 50% plus élevé qu'en Bretagne tout en ayant une population similaire. Quant à la Catalogne, son PIB s'élève à 213 milliards d'euros.

Autre donnée de référence, si l'on prend en considération le PIB de la Bretagne par habitant, notre pays se place au sein de l'UE à la quinzième place sur vingt-huit.

Ainsi, avec un PIB par habitant de 29 792 €, la Bretagne se place entre l'Espagne à 25 443 euros et l'Italie à 30 203 euros, mais est devant le Portugal et même devant la Pologne.

Mais cet indicateur doit être comparé avec celui de l'Irlande (81 573 €) qui est ... près de trois fois supérieur au nôtre !

Si l'on prend en référence la France, celle-ci se retrouve au treizième rang lorsqu'il s'agit de PIB par habitant, à 36 873 €, quand celui de la Bretagne,

rappelons-le, est de 29 792 € par habitant, soit inférieur d'un tiers.

Yes Breizh s'interroge sur cet écart considérable entre le PIB par habitant en Bretagne et celui de la moyenne hexagonale.

## **Comparaison n'est pas raison ? En êtes-vous sûr ?**

L'Irlande et l'Islande, des pays très pauvres il y a un siècle, ont été de surcroît durement touchées par la crise financière de 2008.

Pourtant, en quelques années, la croissance de l'Irlande a dépassé celle de la plupart des pays européens en ayant une politique fiscale audacieuse tout en étant conforme aux règles européennes.

Pour ce qui concerne l'Islande, malgré une population similaire à celle de Nantes et l'effondrement de son secteur bancaire, son économie s'est redressée en trois ans. Le succès de l'Islande est dû en partie à sa réponse décisive : contrairement à la France, elle a sanctionné les banquiers imprudents, mis en œuvre d'importantes réformes financières et utilisé sa propre monnaie pour stabiliser l'économie.

Si l'on examine la situation des pays baltes, depuis la fin de l'Union soviétique, ces trois États, pauvres aussi avant 1991, ont démontré leur capacité à être des acteurs agiles, efficaces et ouverts sur l'extérieur, surpassant de nombreuses régions d'Europe occidentale. Si l'on prend l'exemple de l'Estonie, après avoir recouvré son indépendance en 1991, elle s'est imposée comme l'une des principales nations technologiques du monde. Ce succès a été obtenu grâce à une législation fiscale simplifiée, facilitant la conformité des entreprises à la réglementation<sup>24</sup>, et à une stratégie axée sur l'innovation numérique.

## La Bretagne a un avenir par la dévolution

Une dévolution de pouvoirs à la Bretagne ne rendrait pas la Bretagne immédiatement plus riche, mais elle nous donnerait les outils économiques qui nous manquent actuellement.

La Bretagne ne dispose pas de réels pouvoirs en matière de fiscalité et d'emprunt. Seul l'État central

a ces pouvoirs et chacun connaît les résultats catastrophiques de leur exercice...

Comme déjà indiqué plus haut, le gouvernement français verse généralement à la « Région » Bretagne une subvention annuelle très limitée, que la « Région » utilise pour financer ses missions. Cet arrangement signifie que les actions politiques, économiques, culturelles, etc., bretonnes, sont déterminées par les priorités de l'État central plutôt que par les besoins du pays, ce qui empêche la Bretagne de tirer pleinement parti de ses atouts.

Une dévolution de pouvoirs économiques changerait la donne.

La Bretagne aurait un contrôle sur :

→ la fiscalité et la collecte des impôts bretons pour la Bretagne (un premier exemple : empêcher les super-riches d'échapper à l'impôt tandis que les citoyens ordinaires paient leur part ; un deuxième : limiter les impôts sur les résultats des entreprises quand ils sont réinvestis afin d'attirer de nouveaux investisseurs) ;

→ la simplification du code des impôts (à titre d'illustration : le code des impôts comprend 1 292

---

<sup>24</sup> Conformes également aux règles de l'Union européenne.

pages quand d'autres, en Europe, peuvent en compter moins de 300 pages) ;

ne plus subir des décisions venant d'ailleurs (lorsque la crise bancaire de 2008 a éclaté, le gouvernement français a renfloué les banques, transférant la charge sur les contribuables. Aucun banquier n'a été tenu responsable d'avoir joué avec l'argent des citoyens).

### Construire une économie plus forte

Une dévolution des pouvoirs permettrait à la Bretagne de prendre en main son avenir économique.

Cela signifie :

- investir dans de grands projets d'infrastructures, comme le haut débit et les transports ;
- développer les énergies renouvelables à grande échelle, en prenant le contrôle complet de l'aménagement du territoire et de sa politique énergétique en relation avec les directives européennes ;
- attirer les industries de haute technologie, faisant de la Bretagne un pôle d'innovation.

La Bretagne pourrait ainsi dynamiser son économie tout en veillant à ce que sa politique économique reflète ses valeurs, comme la promotion de la justice sociale et la garantie d'une qualité de vie élevée pour toutes les Bretonnes et les Bretons.

### **Une dévolution est-elle réalisable en pratique ? La Bretagne serait-elle capable d'être plus à même de maîtriser son économie ?**

Pourquoi serions-nous moins compétents que des spécialistes français, des technocrates ou des hauts fonctionnaires qui ont plongé la France et donc la Bretagne dans une situation financière précaire et qui ont entravé son dynamisme ?

### L'impact négatif de l'État central sur la Bretagne

En proportion de notre population, nous avons grâce à la France un déficit de près de 254 milliards d'euros à gérer et qui est transmis aux générations bretonnes à venir.

Si l'on compare la Bretagne à d'autres nations de taille et économie similaires<sup>25</sup>, quand, par la France, nous avons à subir un déficit à hauteur de 113 % du PIB, le Danemark a un déficit de 31%, l'Estonie 23%, l'Irlande de 41%, la Lettonie 47 %, la Croatie 58%, etc.

Ce que la Bretagne subit de facto sur le plan financier est clairement dû à la mauvaise gestion économique de l'État central. Rien n'indique qu'une Bretagne bénéficiant d'une dévolution de pouvoirs ne ferait pas mieux. En effet, aucun obstacle – que ce soit en termes de compétences, de système éducatif, de place en France ou en Europe – ne nous empêcherait de relever le défi du rétablissement budgétaire, par nos propres moyens, en développant des politiques inspirées largement de celles mises en place dans des pays comme le Danemark, l'Islande, etc., tout en maintenant un lien étroit avec Bruxelles et Paris.

Une dévolution à la Bretagne de pouvoirs concentrés jusqu'ici à Paris permettrait à la Bretagne d'être en mesure de remodeler son économie, plutôt que

d'être prisonnier d'un système privilégiant les intérêts de Paris ou de certains, aux nôtres.

### Nous avons des atouts

La Bretagne dispose de plusieurs atouts économiques majeurs qui pourraient être pleinement développés, dont en particulier une main-d'œuvre hautement qualifiée avec plus du tiers des adultes en âge de travailler diplômés de l'enseignement supérieur (plus qu'en France).

Cette main-d'œuvre qualifiée est un atout essentiel pour des secteurs tels que :

- les constructions navales ;
- les technologies numériques et robotiques ;
- la transition énergétique ;
- L'agroalimentaire ;
- la mer ;
- la sécurité (y compris la cybersécurité) et la protection civile ;
- les domaines en lien avec la culture.

---

<sup>25</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-euro-indicators/w-2-22042025-ap>

## Avec une dévolution, qu'en est-il du lien avec la France et donc l'État central ?

Yes Breizh estime simplement qu'aujourd'hui, la Bretagne a besoin de pouvoir bénéficier de la dévolution de pouvoirs pour être en mesure de trouver des solutions bretonnes à ses problèmes tout en dessinant des objectifs ambitieux et durables de développement.

Bien sûr, si ces solutions sont « exportables » vers d'autres parties de la France ou en Europe, nous serons ravis de pouvoir leur faire bénéficier de nos retours d'expérience.

La réciproque est bien entendu vraie avec l'intensification d'échanges et de partenariats sur les sujets le méritant avec d'autres nations ou régions en Europe.

Yes Breizh croit que certains domaines, tels que la monnaie et la défense, peuvent rester sous la responsabilité de Paris, qui de toute manière n'assume pas ces responsabilités de manière indépendante (zone euro, OTAN, etc.).

Les relations avec Paris peuvent rester étroites autour d'une nouvelle confiance responsable et respectueuse de part et d'autre.

## La Bretagne et le monde

La Bretagne possède actuellement une influence minime sur les affaires internationales, l'État central s'exprimant au nom de l'ensemble de la France sur la scène internationale. La Bretagne ne représentant qu'à peu près 8 % de la population française, les intérêts de l'État central dominent les négociations et façonnent les relations internationales.

Cela a été clairement démontré lors des négociations sur le Brexit. Les enjeux bretons ont finalement peu pesé dans les négociations commerciales avec le Royaume-Uni.

Quelle que soit votre opinion sur l'UE<sup>26</sup>, il est utile que la Bretagne influe beaucoup plus qu'aujourd'hui sur la position de la France en général par rapport à l'UE et sur l'UE elle-même dans d'éventuelles négociations pour de nouveaux accords

---

<sup>26</sup> Union Européenne.

commerciaux avec le Royaume-Uni. De plus, la Bretagne a tout intérêt à développer ses relations avec nos cousins gallois, écossais, corniques, etc. Sans compter notre relation avec l'Irlande, facilitée par sa position dans l'Union européenne.

À cet effet, Yes Breizh estime indispensable d'ouvrir des bureaux permanents dans chacune des capitales dans lesquelles nos intérêts propres sont à promouvoir et si ces « bureaux » peuvent être hébergés par les ambassades de France à l'instar de ce que permet le Royaume-Uni pour les Gallois et les Écossais, ceci montrerait que ce qui est bon pour la Bretagne est bon pour la France (la réciproque n'étant pas toujours vraie).

## La Bretagne et le développement durable

En termes de développement durable, l'approche de Yes Breizh est sincère et concrète. Cette approche et la nature même des actions et propositions de Yes Breizh sont ancrées dans une démarche de développement durable respectueuse de l'environnement et de l'humain.

Yes Breizh comme d'autres, est convaincu que, pour la suite du XXI<sup>e</sup> siècle, le climat va continuer de se réchauffer, la population va vieillir et les technologies numériques vont prendre plus de place.

Ces sujets sont aujourd'hui effleurées par l'État central. Il reste donc encore beaucoup à faire pour notre pays.

Ainsi, Yes Breizh considère que de nombreux défis sont à relever partout dans le monde mais également en Bretagne afin d'assurer un développement durable et une transition énergétique intelligente pour nous, mais également et surtout les générations à venir.

Yes Breizh souhaite notamment que des réflexions pour des actions tangibles soient engagées sur :

- la réduction concrète des émissions de gaz à effet de serre (analyse, actions, budgets, calendriers, suivis) ;

- le développement de nouvelles filières de production d'énergie (attention, le temps de l'énergie est un temps long, notamment en termes d'infrastructures et nécessitant des prises de décision fortes et réfléchies en Bretagne pour les Bretons) ;

- devant l'urbanisation croissante de la Bretagne (comme ailleurs en Europe), la menée de réflexions et d'actions concertées contre l'artificialisation des sols, la nature des infrastructures urbaines, mais également la mobilisation de nos entreprises et centres de recherche (dans les universités en particulier) pour améliorer l'impact environnemental des matériaux de construction et des modes de rénovations thermique et énergétique ;

- le vieillissement de notre population qui s'accroît notamment en Bretagne par l'afflux de personnes âgées non bretonnes ;

- en relation avec notre agro alimentaire, comment assurer la fourniture d'aliments de qualité reconnue à nos populations (ceci pouvant devenir un secteur performant à l'export) etc.

Yes Breizh considère que les changements à mener sont indispensables et à mener rapidement alors que les pratiques ne changent que difficilement sur un temps court. Des explications concrètes doivent donc être fournies aux Bretonnes et aux Bretons afin de sortir de l'opposition habituelle entre changement individuel et changement collectif.

## La Bretagne et sa Défense

L'une des fonctions les plus importantes de n'importe quel gouvernement est de protéger ses citoyens. La défense ne se limite pas aux avions de chasse et aux navires de guerre : elle implique également de protéger les populations contre toutes les formes de menaces, qu'il s'agisse de menaces militaires, de catastrophes naturelles ou de cyberattaques.

Sur le papier, la Bretagne est située dans l'une des régions les plus sûres du monde. Mais notre environnement maritime, la base de l'Île Longue et surtout l'évolution de la géopolitique font que le paysage sécuritaire mondial est plus incertain aujourd'hui qu'à n'importe quel moment depuis les années 1930.

On ignore si l'OTAN peut et pourra encore compter sur les États-Unis pour jouer pleinement son rôle, et les implications de cette situation pour l'alliance restent incertaines. Réduire la dépendance à l'égard des États-Unis nécessitera de contribuer à faire de la défense une priorité plus élevée que par le passé.

Yes Breizh approuve la récente revue nationale stratégique française qui inclut notamment les impacts :

- du changement climatique – entraînant des inondations, l'érosion côtière, des incendies de forêt et des phénomènes météorologiques extrêmes - ;
- des cyberattaques – ciblant les critiques, les entreprises et les services publics - ;
- des campagnes de désinformation en ligne – conçues pour déstabiliser les démocraties et influencer les élections -.
- Si Yes Breizh ne propose pas la constitution d'une armée bretonne, elle recommande que les régiments ou unités situées en Bretagne soient identifiables comme « Bretons » (drapeau, marque sur les uniformes)<sup>27</sup>.

Par contre Yes Breizh estime que les entités assurant la sécurité en Bretagne doivent être regroupées en un seul corps. Ainsi, les polices et la gendarmerie feraient partie d'un seul corps à l'instar de la Garda

---

<sup>27</sup> Déjà largement fait dans la marine nationale française, la gendarmerie et d'autres unités comme les fusiliers commandos de marine.

en Irlande et dépendraient directement de l'exécutif breton issu de l'Assemblée de Bretagne.

## **La Bretagne et l'immigration**

Yes Breizh estime que la politique d'immigration doit être contrôlée par la Bretagne. C'est à la Bretagne de décider qui peut entrer, séjourner, travailler et s'installer – que ce soit temporairement, comme les étudiants universitaires, ou de manière permanente, pour ceux qui souhaitent se construire une nouvelle vie en Bretagne -.

Comme indiqué, Yes Breizh considère que toute personne s'installant en Bretagne – quels que soient son âge, son handicap, son identité de genre, son état civil, son origine ethnique, sa religion, etc. – est un citoyen à part entière de Bretagne du moment qu'elle le revendique et partage ses valeurs.

## **Une dévolution ? La crainte des changements ?**

Yes Breizh comprend que les Bretonnes et les Bretons déjà sensibles à ce qui est exposé ici en termes de souhait de dévolution de pouvoirs à La

Bretagne (ou ceux qui pourraient le devenir) pourraient s'inquiéter de ses conséquences.

Il est tout à fait normal que la plupart de nous veuillent avoir l'assurance que leur quotidien ne serait pas bouleversé par une dévolution de pouvoirs<sup>28</sup>.

### De quelle part de la dette nationale de la France, la Bretagne, potentiellement hériterait-elle ?

Même si a priori cette question de la dette contractée par l'État central ne concerne pas la Bretagne (qui ne l'a jamais approuvée), il pourrait être imaginé, comme indiqué plus haut, qu'une part de la dette puisse nous être affectée, par exemple, proportionnellement à notre population.

Ceci représenterait environ ... 250 milliards d'euros...

Si cette partie nous était affectée, Yes Breizh estime que la Bretagne devrait alors exiger la pleine responsabilité de sa politique fiscale et financière, y compris le contrôle de ses propres emprunts par

rapport aux besoins du pays. Cela signifie que nous pourrions décider où investir, que ce soit dans les infrastructures, les services publics ou la croissance de notre économie.

### Qu'adviendrait-il des grands employeurs du secteur public français ?

Certains emplois pourraient être supprimés suite à la réduction des effectifs des entités représentant la centralisation française, mais la Bretagne aurait besoin de mettre en place des organismes équivalents. De nombreux fonctionnaires pourraient les intégrer afin de générer autant d'emplois que d'emplois supprimés.

### Qu'adviendra-t-il des prestations sociales et de l'aide aux personnes handicapées ?

Actuellement, les prestations et l'aide aux personnes handicapées sont contrôlées par l'État central.

La dévolution des pouvoirs pourrait concerner les prestations de santé en reprenant le système français, mais en les améliorant, notamment dans :

- le soutien aux aidants ;

<sup>28</sup> Les sujets abordés ci-dessous, de manière résumée, sont autant de thèmes en cours d'analyse poussée par nos experts.

- le rôle pivot des médecins généralistes.

### Qu'adviendrait-il des retraites ?

Si le système français ne faisait pas partie, par construction<sup>29</sup>, des actions dévolues, la Bretagne pourrait proposer aux Bretonnes et Bretons, un système de retraite complémentaire par capitalisation grâce la possibilité de création d'un fonds souverain.

La Bretagne serait par contre attentive à la gestion des retraites bretonnes par l'État central et les organismes privés concernés.

### Qu'en est-il de l'organisation administrative ?

Une dévolution des pouvoirs par l'État central impliquerait l'élection d'une Assemblée de Bretagne d'où serait naturellement issu l'exécutif de Bretagne.

Les départements seraient maintenus ainsi que, provisoirement, les feuilles du mille-feuille français, mais une opération de concertation dans la durée (7 ans) aurait comme objectif de simplifier le fonction-

---

<sup>29</sup> Les retraites privées et professionnelles sont également protégées par la loi, ce qui signifie que les organisations les gérant doivent verser les cotisations des membres.

nement et faire disparaître les pertes d'efficacité, notamment dans l'utilisation des fonds publics.

En cohérence, la nécessité de relais locaux est indispensable pour renforcer la démocratie locale et permettre d'affecter des impôts locaux (comme la fiscalité des résidences secondaires) à des priorités locales. Des limites territoriales fixes pourraient à terme éviter les réorganisations fréquentes et inutiles observées par le passé.

### Qu'en est-il des agricultrices et agriculteurs bretons et de la sécurité alimentaire ?

L'agriculture et l'agroalimentaire sont essentiels à l'économie de la Bretagne, mais, malgré certains « efforts », les décisions clés restent influencées par Paris et Bruxelles.

Certains accords commerciaux autorisent des importations moins chères et de moindres qualités, ce qui nuit à la compétitivité des agriculteurs bretons.

Une dévolution de pouvoirs donnerait à la Bretagne la possibilité de mieux contrôler les évolutions des politiques agricoles et de sécurité alimentaire et ainsi de mieux protéger le secteur agricole breton

de la concurrence déloyale, d'investir dans une agriculture durable et de construire un système alimentaire bénéfique tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Un bureau breton permanent à Bruxelles permettrait de faire entendre notre voix et influer autant que nécessaire sur les décisions à prendre.

### Une dévolution des pouvoirs pourrait-elle rendre l'accès au logement plus abordable ?

La politique du logement est décentralisée, mais les principaux pouvoirs financiers restent entre les mains de Paris. Il est donc plus difficile pour la Bretagne de lutter contre la hausse des loyers, des prix de l'immobilier et le sans-abrisme.

L'État central fixe aujourd'hui les barèmes des allocations logement. La Bretagne ne peut donc pas ajuster l'aide aux locataires bretons. Les règles fiscales applicables aux propriétaires et aux résidences secondaires, outre la taxe d'habitation, sont également contrôlées par Paris, ce qui limite les efforts visant à freiner la spéculation sur les résidences secondaires, qui, in fine, comme déjà souligné, éloigne les Bretonnes et Bretons (souvent jeunes) de leurs lieux de travail.

Avec une dévolution de pouvoirs, la Bretagne pourrait introduire un contrôle plus strict des loyers, investir davantage dans le logement social et établir des règles fiscales plus équitables pour les résidences secondaires. Cela donnerait à la Bretagne le pouvoir de considérer le logement comme un droit fondamental plutôt que comme un simple bien marchand.

### Qu'en est-il de la sécurité des personnes et des biens ?

Yes Breizh pense que vivre en Bretagne implique le respect, la confiance dans une société régie par des lois librement acceptées par une majorité et s'appliquant à tous.

Yes Breizh a conscience que l'incivilité gagne du terrain en Bretagne.

Cette invincibilité peut entraîner des réactions épidermiques des Bretonnes et des Bretons, mais également une perte de confiance en notre tissu social, bref en ce qui nous réunit.

Yes Breizh a conscience que les systèmes judiciaire et policier actuels sont à bout de souffle, démoti-

vants, et pour ceux qui le vivent de l'intérieur, et par la société bretonne tout entière.

Parallèlement les peines prononcées sont plus ou moins appliquées, ceci atténuant d'autant leur effet pédagogique. En effet, si le principe d'une peine est de représenter une compensation à une rupture de l'équilibre social, la peine doit être proportionnée et appliquée pour permettre à l'individu en rupture d'être dissuadé de recommencer.

Yes Breizh estime que si les délits ou crimes importants doivent être jugés rapidement tout en respectant les droits de la défense et de l'accusation. Les délits mineurs ou écarts en termes d'incivilité doivent être traités en s'inspirant du principe du code de la route et du permis à points. Chaque écart est converti en points perdus et à une amende, leur cumul pouvant amener à une 'perte' de droits et donc à un passage au tribunal ou à une formation civique obligatoire.

Par ailleurs, dans les cas où des jugements conduiraient à des peines légères, afin de ne pas saturer le système pénitentiaire, l'utilisation de bracelets électronique sera étendue.

### La dévolution impliquerait des évolutions de nature juridique ?

La dévolution de pouvoirs permettrait à la Bretagne de définir ses propres fondements juridiques en se rapprochant de son histoire juridique, mais également d'autres modèles encore plus indépendants et équitables existant en Europe.

### La dévolution aurait-elle un impact sur le sport ?

Il n'existe à ce jour aucune équipe de Bretagne de football ou de rugby ou autre.

Yes Breizh estime qu'il sera souhaitable de promouvoir la Bretagne via chaque club accédant à une élite dans les championnats français. À l'instar de Vannes pour le rugby, de bon nombre de clubs de football, la mise en valeur de l'appartenance à la Bretagne sera soutenue.

Quelle politique culturelle en Bretagne en cas de dévolution ?

La Bretagne bénéficie aujourd'hui de budgets pour la culture dont le total correspond à peu près au budget de fonctionnement du seul Opéra de Paris.

Yes Breizh estime que l'identité bretonne est un écosystème fragile. Elle repose beaucoup sur la langue bretonne qui est au cœur de la culture de la Bretagne.

Comme le Québec tient au français dans un monde anglophone et même comme la France tient à pérenniser les idées des Lumières avec la langue de Voltaire malgré un environnement culturel marqué de culture anglo-saxonne, la Bretagne tient à ses langues et en particulier au breton, la dernière langue celtique continentale en Europe.

Sur le sujet sensible des langues, Yes Breizh considère que le français est aujourd'hui la langue la plus communément parlée en Bretagne, que le breton est la langue nationale de la Bretagne et que le gallo est la langue régionale parlée en Haute-Bretagne.

Ces trois langues seront officialisées, respectées, promues et enseignées de manière positive et attrayante.

Yes Breizh encourage, par ailleurs, une réflexion sur l'art breton d'aujourd'hui pour sortir d'un certain folklorisme combattu déjà il y a un siècle par les Seiz Breur.

### Qu'en est-il de l'éducation et de la formation en cas de dévolution ?

Yes Breizh estime que la politique de l'éducation nationale française n'obtient pas les résultats que son coût devrait permettre. Une dévolution des pouvoirs permettrait de se rapprocher des modèles scandinaves tout en restant en conformité avec les règles européennes en la matière.

### Des pouvoirs dévolus financés par la Bretagne pour la Bretagne

De manière plus générale, la dévolution de pouvoirs permettra de recevoir directement les budgets alimentés par les impôts des Bretonnes et des Bretons pour l'ensemble des sujets ci-dessus, plutôt de n'en revoir qu'une portion souvent congrue en retour de Paris.

# Aller vers la dévolution : la mission de Yes Breizh

## Yes Breizh a conscience de la difficulté de la voie à suivre, voire à créer.

Yes Breizh précise ne pas être un parti politique. Ainsi, Yes Breizh refuse toute catégorisation politique ou allégeance, sinon celle à la Bretagne, aux Bretonnes et aux Bretons.

Les 'équipiers' de Yes Breizh proviennent de différents horizons et peuvent ainsi mieux comprendre, expliquer et convaincre.

Yes Breizh n'est pas dogmatique, mais est pragmatique dans sa volonté de voir la Bretagne prendre un autre chemin, positif, enthousiasmant en évitant tout piège sémantique<sup>30</sup> conduisant à des réflexes plutôt que des réflexions pour la conduite d'actions dans un cadre démocratique.

Yes Breizh n'a pas vocation à participer à des élections. Elle pourra cependant appuyer toute candidature à un mandat politique, associatif ou autre.

<sup>30</sup> Lancer un débat stérile sur le choix des mots plutôt que travailler sur les actions.

Cela sera le cas à la condition que cette candidature s'engage à travailler sur les actions pouvant conduire à une dévolution de pouvoirs d'ici 2032.

Cette labellisation de candidature permettra le soutien de tous les adhérents à Yes Breizh.

De même, à terme, tout représentant de l'État central (le préfet, par exemple) ou d'un autre État, mais également tout élu à un mandat local ou national sera considéré comme légitime s'il obtient une labellisation Yes Breizh<sup>31</sup>.

## Une dévolution comprise et voulue

La Bretagne ne peut s'engager vers une dévolution que si son peuple le souhaite après avoir compris que la dévolution est une option réaliste et profitable pour le pays et chacune, chacun.

Quand ce souhait apparaîtra à l'issue de votes (ou d'un référendum), il sera nécessaire d'amender sous 18 mois la constitution de la République française<sup>32</sup>

<sup>31</sup> Yes Breizh abandonnera cette labellisation sitôt nommé un exécutif issu de l'élection d'une Assemblée de Bretagne(5).

<sup>32</sup> ce qui sera fait pour la Nouvelle Calédonie pour son futur statut d'Etat associé ou ce qui a été déjà été partiellement fait pour la Corse.

tout en mettant en œuvre les opérations de dévolution.

Lors de la première session de l'Assemblée de Bretagne, dont la tenue sera consécutive au vote des Bretonnes et des Bretons, un texte cadre sera présenté et voté permettant d'expliquer globalement le mode de gouvernance, les droits, les devoirs et les valeurs sous-tendant les travaux de l'Assemblée et ceux de l'exécutif en étant issu.

## **Comment puis-je contribuer à ce que cette dévolution se fasse ?**

Yes Breizh croit en la Bretagne et en son avenir.

Yes Breizh est un collectif d'individualités, fortes, décidées à s'unir, sans ego, pour aller vers des changements positifs à l'horizon de 2032 pour la Bretagne (5 départements).

Vous ! Si vous vous considérez comme Bretonne ou Breton, quels que soient vos origines, votre genre, votre couleur politique ou religieuse, si vous soutenez nos objectifs, voici comment vous pouvez nous aider, mais aussi vous aider !

**Rejoignez Yes Breizh !** Vous pouvez facilement devenir membre en ligne sur [helloasso.com](https://helloasso.com)

Suivez-nous sur les réseaux sociaux et partagez notre contenu (liens ci-dessous).

Engagez-vous localement en rejoignant l'un des nombreux groupes, Yes Breizh. S'il n'en existe pas dans votre région, pourquoi ne pas en créer un ?

Faites passer le message en organisant des réunions publiques. Contactez-nous pour cela.

Interagissez avec vos élus et, si vous êtes membre d'un parti politique, d'une association ou autre, faites pression sur eux sur cette question.

Surtout, parlez de dévolution avec vos amis, votre famille et vos collègues.

**Ensemble nous ferons la différence !**

## **Contactez-nous :**

**E-mail** : darempred@yesbreizh.bzh

**X** : [https://x.com/yes\\_breizh](https://x.com/yes_breizh)

**Bluesky** : <https://bsky.app/profile/yesbreizh.bsky.social>

**Facebook** : [www.facebook.com/YesBreizh](https://www.facebook.com/YesBreizh)

**Instagram** : [www.instagram.com/yesbreizh/](https://www.instagram.com/yesbreizh/)

**LinkedIn** : <https://www.linkedin.com/company/yes-breizh/>

Imprimé en Bretagne par Ouestélio (Brest).

Mise en page : Altay Dagistan.

Dépôt légal quatrième trimestre 2025.

### **Yoran embanner**

[yoran-embanner.com](http://yoran-embanner.com)

[yoranembanner@protonmail.com](mailto:yoranembanner@protonmail.com)

Kerbail 29270 Cléden Poher